

Adresse du congrès

Le congrès des syndicats de la fédération des Finances réuni ce jour à la Palmyre a débattu de la situation générale. Les syndicats de la fédération des Finances condamnent génocide en cours à Gaza, le non-respect du droit international et la négation du droit humanitaire le plus élémentaire. Ils appellent le Président de la République à agir concrètement pour la Paix en Palestine et contre l'occupation des territoires palestiniens, en appelant à la dénonciation de l'accord commercial entre l'Union européenne et Israël, à l'application des sanctions contre le gouvernement d'Israël et en mettant notamment fin aux livraisons d'armes.

En France, l'économie de guerre et les annonces d'un budget austéritaire au mois de juillet ont fait réagir le mouvement social, notamment grâce à la CGT, qui appelait à la mobilisation dès le 10 septembre. Nous avons réussi, dans l'unité syndicale, à réunir deux millions de manifestants sur 3 journées et à mettre le gouvernement sous pression, pour lui faire entendre le besoin de justice fiscale, sociale et environnementale.

Nous apportons notre soutien aux salarié.e.s du secteur de la santé, de l'action et de la protection sociale, qui sont mobilisé.e.s ce jeudi 9 octobre.

Les gouvernements successifs, illégitimes depuis juillet 2024, ont provoqué une crise démocratique majeure sans précédent. Le Président doit nommer un premier ministre qui appliquera le programme du NFP qui prenne en compte les revendications de la CGT. Dans ce contexte, nous appelons l'ensemble des forces politiques de progrès à s'unir et à construire une alternative face à la perspective de l'avènement d'un gouvernement d'extrême droite. Le Rassemblement national, avec ses propositions de 3 jours de carence supplémentaires pour les fonctionnaires, son refus de taxer les riches, d'augmenter le SMIC, d'indexer les salaires et les pensions sur l'inflation, de rembourser les soins du cancer du sein et ses suites, de maintenir les subventions au planning familial... est bien l'ennemi du monde du travail, des femmes, des jeunes et des retraité.e.s.

Plus que jamais, nous devons nous mobiliser pour défendre et renforcer le service public et nos missions, fondamentales pour le financement et la protection de notre économie.

Aujourd'hui, d'autres choix sont possibles, en matière de dépenses et de développement des services publics, de coopération internationale, de justice fiscale, de politique industrielle, d'aides et de subventions aux entreprises. Nous savons que la France n'a jamais été aussi riche. Notre fédération porte des propositions de progrès social et environnemental que nous continuerons à défendre.